

ARRÊTÉ 2026-DCAT-BEPE- 143

du 10 AVR. 2026

imposant des prescriptions complémentaires à l'arrêté n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié autorisant la société Logifare à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières à Seingbouse

**Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment l'article R.181-45 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié autorisant la société Katoen Natie France à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières à Seingbouse ;
- Vu** le courrier du 7 juillet 2008 par lequel la société Logifare déclare reprendre les activités de la société Katoen Natie France à Seingbousse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-DLP/BUPE-295 du 19 septembre 2014 modifiant les conditions de rejet des effluents aqueux de la société Logifare et mettant à jour sa situation administrative pour les installations situées sur le territoire des communes de Farébersviller, Seingbouse et Henriville ;
- Vu** le rapport de visite n°01277 du 19 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025 mettant en demeure la société Logifare de respecter certaines prescriptions relatives à l'échantillonnage des rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farébersviller, Seingbouse et Henriville ;
- Vu** le courrier du 12 janvier 2026 de la société Logifare présentant ses observations sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure et sollicitant la modification de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié au titre de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 11 mars 2026 informant la société Logifare des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-DCAT-BEPE-94 du 12 mars 2026 abrogeant l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025 mettant en demeure la société Logifare de respecter certaines prescriptions relatives à l'échantillonnage des rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farébersviller, Seingbouse et Henriville ;
- Vu** l'absence d'observations de la société Logifare sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

Considérant que la société Logifare est tenue de respecter les dispositions de l'article 16.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié relatif notamment aux conditions d'échantillonnage des effluents aqueux industriels (sur une durée de 24h00 proportionnelle au débit) ;

Considérant l'article R.181-45 du code de l'environnement : « [...] Ces arrêtés peuvent [...] atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. [...] Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté [...] » ;

Considérant que d'un point de vue technique, les effluents générés par la station de lavage sont dirigés après traitement vers un bassin de stockage de 100 m³ avant d'être rejetés vers le réseau d'eaux usées communal via une pompe de relevage fonctionnant à un débit fixe de 10 m³/h ;

Considérant le rejet des effluents aqueux industriels vers le réseau communal s'effectue par bâchées manuellement, à une fréquence journalière sur une durée moyenne de 5,5 heures ;

Considérant de fait qu'un prélèvement moyen de l'effluent rejeté asservi au temps à débit fixe est comparable en tout point à un prélèvement moyen asservi au débit ;

Considérant que d'un point de vue économique, la mise en place d'un système d'échantillonnage de mesure proportionnel au débit nécessite des travaux de terrassement conséquents du fait que la cuve de 100 m³, la pompe de relevage et la sortie vers le réseau d'assainissement communal sont souterrains et est donc économiquement non viable ;

Considérant par conséquent que la prescription visant l'échantillonnage des effluents industriels proportionnellement au débit sur une durée de 24h00 n'est pas adaptée ;

Considérant par ailleurs que la prescription relative à l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé est respectée puisqu'il peut être considéré que le point de prélèvement d'échantillons est équipé des appareils nécessaires pour effectuer les mesures de contrôle de l'effluent dans des conditions représentatives ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les arrêtés préfectoraux d'autorisation n°97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié et complémentaire n°2014-DLP/BUPE-295 du 19 septembre 2014 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-DCAT-BEPE-219 du 19 juin 2025 a été abrogé par arrêté préfectoral n°2026-DCAT-BEPE-94 du 12 mars 2026 ;

Considérant que cette modification n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Logifare, dont le siège social est situé Mégazone Moselle Est – Parc d'activités communautaire n°1 – Seingbouse (57455), est tenue de respecter pour l'exploitation de ses installations, les prescriptions des articles suivants.

Article 2 :

Le tableau figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-DLP/BUPE-295 du 19 septembre 2014 est supprimé et repris à l'article 3 du présent arrêté.

Article 3 :

Les prescriptions de l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral n°97-AG/234 du 18 novembre 1997 modifié sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« Limites de rejet

Les valeurs limites des rejets des polluants en concentration et en flux devront respecter les valeurs énoncées ci-dessous contrôlées sur un échantillon moyen non décanté non filtré prélevé proportionnellement au temps, à débit fixe, sur la durée d'une bâchée, et équivalent à un prélèvement moyen asservi au débit sur une durée de 24h00.

Paramètres	Valeurs limites à l'émission* (mg/l)
MEST	250
DCO	2000
DBO5	800
Azote global	150
Phosphore total	30
Hydrocarbures totaux	5
HAP(16)	0,001
PCB	0,00025
Indice phénols	0,05

Cyanures	0,02
Arsenic et composés	0,05
Cadmium et composés	0,01
Mercure et composés	0,002
Zinc et composés	0,57
Cuivre et composés	0,1
Nickel et composés	0,1
Plomb et composés	0,05
Chrome et composés	0,2
Chrome VI et composés	0,01
Etain et composés	0,05
Manganèse et composés	0,2
Métaux totaux (Zn+Cu+Fe+Ni+Cr+Al+Sn+Hg+ Cd+Pb)	15
Fluor et composés	1,5
AOX	5
Anthracène	1,5
Benzène	1,5
Biphényle	1,5
Dichlorométhane	1,5
Ethylbenzène	1,5
Naphtalène	1,5
Toluène	4
Xylènes	1,5

* les flux maximaux correspondent à la concentration maximale admise multipliée par le débit maximal autorisé.

Tout rejet de substance toxique non visée ci-dessus est interdit. ».

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Farébersviller, Seingbouse et Henriville et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans les mairies des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 - Délais et voies de recours :

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.


La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Farébersviller, de Seingbouse et de Henriville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Logifare et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Jérôme Seguy

